

- 1987 : introduction du concept de «développement durable» (rapport Brundtland publié par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement) ;
- Loi du 13 juillet 1992 (modifiée le 2 février 1995) définissant les principes fondamentaux d'une réelle politique de gestion des déchets ;
- Circulaire du 15 février 2000 : Planification de la gestion des déchets du BTP au niveau des départements ;
- Directive Cadre « déchets » du 19 novembre 2008 dont le but est de renforcer les objectifs de valorisation ;
- **2009-2010 – les lois Grenelle I et II** : mesures **d'économie d'énergie pour les bâtiments** (audits énergétiques, réglementation thermique, etc.), meilleure planification territoriale (schémas de cohérence écologique,...) ainsi que des mesures spécifiques telles le **diagnostic-déchets obligatoire pour la démolition** de certains bâtiments et les **plans départementaux de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics** ;
- 2010 – ordonnance déchet du 17 décembre 2010 : place la valorisation comme mode prépondérant de gestion, introduit la possibilité de sortie du statut de déchet pour certaines catégories ;
- **2014 – loi Alur** (loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové) premiers schémas de l'économie circulaire, les **schémas régionaux des carrières**, bâtis sur l'appréciation globale de **l'économie des matières minérales** et de l'énergie associée, incluant le transport et le recyclage à l'échelle d'un territoire ;
- **2015 – loi** relative à la transition énergétique pour la croissance verte, qui est aussi une loi sur **l'économie circulaire et les déchets**, inscrivant dans les codes de l'environnement, de l'énergie et dans le droit de la commande publique de nouveaux concepts :

« **l'économie circulaire** vise à dépasser le modèle économique linéaire (...) en appelant à une **consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières primaires** ainsi que, par ordre de priorité, à la prévention de la production de déchets, notamment par le **réemploi** des produits, et suivant la hiérarchie des modes de traitement des déchets, à une **réutilisation**, à un **recyclage** ou, à défaut, à une **valorisation** des déchets».

« La **commande publique durable** est mise au service de la transition vers l'économie circulaire et de l'atteinte des objectifs mentionnés au présent I (de la loi). Par son **effet d'entraînement**, elle contribue à faire émerger et à déployer des pratiques vertueuses, notamment en matière d'économie de la fonctionnalité, de réemploi des produits et de préparation à la réutilisation des déchets, et de production de biens et services **incorporant des matières issues du recyclage**. ».

Cette même loi transcrit dans le droit français un des éléments de la directive européenne de 2008 (voir § 1.1.3), à savoir un objectif de 70% de valorisation des